

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Sommaire	11
Liste des abréviations	13
Remerciements	15
Introduction	17

PREMIÈRE PARTIE UNE POLITIQUE RELIGIEUSE TRADITIONNELLE 1715-1752

CHAPITRE I : La tradition chrétienne du parlement	41
Section I : Une cour parlementaire catholique	41
§1. La foi catholique des parlementaires	42
A. Les obligations du magistrat	43
1. L'exercice d'une fonction « quasi religieuse »	43
a) Les « prêtres de la justice »	44
b) Une déontologie catholique : les devoirs du parlementaire	46
2. L'exigence juridique de catholicité	47
a) Enquêtes de vie, mœurs et religion	48
b) La présence huguenote au sein du parlement	49
B. Les manifestations d'une action religieuse	51
1. Les testaments : dons et legs charitables	51
2. L'appartenance aux confréries séculières : l'exemple des pénitents	53
a) Les quatre confréries de pénitents toulousaines	54
b) La présence parlementaire au sein des confréries pénitentes	56
§2. Le maintien d'un ordre public catholique	58
A. Le contrôle des manifestations religieuses	58
1. La sanction du respect dû à la Religion	58
a) Le respect des lieux sacrés	59
b) Le respect des temps sacrés	61
2. La participation à des manifestations publiques	63
a) L'affirmation d'une hiérarchie sociale	64
b) L'affirmation d'une unité religieuse	65
B. La défense d'un impôt ecclésiastique	66
1. Importance de la question de la dîme au XVIII ^e siècle	67
2. La politique du parlement vis-à-vis de la dîme	69
a) La défense du paiement de la dîme	69

b) La défense des curés congruistes	71
Section II : Une tolérance précoce à l'égard des protestants	75
§1. La situation des protestants dans le ressort	75
A. Une législation royale rigoureuse.....	76
B. Le développement de pratiques illégales	80
§2. L'intervention du parlement de Toulouse.....	81
A. La jurisprudence protestante du parlement	81
1. Les périodes de répression.....	82
a) Un intérêt essentiellement porté sur les biens des religioneux et les assemblées	82
b) Des interventions d'ordre public : mariages et censure	83
2. Les prémices d'une existence civile des protestants	85
B. Le sens de l'intervention parlementaire	87
1. Les limites de l'intervention du parlement	88
2. La mesure de l'intervention du parlement.....	90
CHAPITRE II : La tradition gallicane du parlement	93
Section I : La mise en œuvre d'une politique gallicane	93
§1. La sanction des principes gallicans.....	95
A. La protection du pouvoir temporel et des libertés gallicanes	95
1. La séparation du temporel et du spirituel	95
a) Indépendance du roi vis-à-vis de Rome.....	95
b) Répartition des compétences juridictionnelles.....	96
2. La protection des libertés gallicanes.....	99
B. La défense des idées gallicanes.....	101
1. Les conflits entre jésuites et dominicains.....	101
a) Conflits autour des chaires et de l'agrégation du collège de l'Esquile à l'Université	101
b) Conflits autour des professeurs conventuels et perpétuels	103
α) Arguments à l'encontre des jésuites	103
β) Arguments en faveur des jésuites	106
γ) Décision du parlement.....	109
2. Faiblesse de l'enseignement des libertés gallicanes.....	109
§2. L'opposition gallicane à la bulle Unigenitus	111
A. Les parlementaires toulousains et la bulle Unigenitus	113
B. La condamnation de la bulle	116
1. La nature de la bulle	116
2. Protection des évêques et limitation des pouvoirs pontificaux.....	117
a) La défense du droit des évêques	117
b) La limitation des pouvoirs pontificaux	118
Section II : Une politique gallicane modérée.....	119
§1. Les rapports avec le gallicanisme royal	120
A. Un soutien à un gallicanisme royal modéré	121
1. Une application de l'édit sur les établissements des gens de mainmorte.....	121
a) Législation royale et mainmorte	122
α) Utilisation du droit d'amortissement.....	122

β) L'édit d'août 1749	124
b) Parlement de Toulouse et mainmorte	126
2. Une tenue d'un double des registres des baptêmes, mariages et sépultures partiellement exécutée	131
B. Des freins aux excès du gallicanisme royal : l'exemple des communautés régulières féminines	134
1. Législation royale et communautés régulières féminines	135
2. Contestation d'une législation royale gallicane	136
a) Une contravention aux lois du royaume	136
b) Une contravention à la législation ecclésiastique	137
§2. La modération de l'opposition à la bulle Unigenitus	139
A. Faiblesse des forces jansénistes dans le ressort	140
1. Un évêché janséniste résiduel	141
a) Diocèses où les évêques sont favorables à l'appel	141
b) Diocèses où les évêques ne sont pas favorables à l'appel	143
2. Les miracles jansénistes : une compensation illusoire	145
B. Une intervention parlementaire mesurée	146
1. Une opposition tempérée à la bulle Unigenitus	146
2. La censure : un moyen pour maintenir le calme	148

SECONDE PARTIE
UNE POLITIQUE RELIGIEUSE SÉCULARISÉE
1752-1774

CHAPITRE I : L'extension du pouvoir temporel	155
Section I : La querelle des refus de sacrements	155
§1. Un début tardif des querelles	155
A. La naissance des querelles	156
1. Des premières démarches avortées	156
2. Des évocations par arrêts du Conseil	157
3. Des inégalités de traitement contestées	159
B. Les affaires dans le ressort	160
§2. Une intervention parlementaire difficilement maîtrisée	162
A. Tentatives d'empiètements du temporel sur le spirituel	163
1. Une protection législative confuse du spirituel	163
a) L'édit d'avril 1695 : une garantie minimale des pouvoirs des autorités ecclésiastiques	163
b) Hésitations de la législation royale et interprétation du parlement	165
2. Une extension de la compétence civile	166
a) La compétence directe	166
α) La transformation du dernier sacrement en une matière mixte	167
β) Une conséquence : l'utilisation de la « nécessité urgente »	168
b) La compétence indirecte	170
3. Une extension de la compétence criminelle	173
B. Le premier président : un rôle de régulateur des conflits	174

1. Des tensions entre les chambres	174
2. Les moyens utilisés par Maniban	176
Section II : Le procès des jésuites du ressort	178
§1. La suppression des jésuites du ressort	179
A. Les griefs faits aux jésuites	180
1. La nullité des actes de réception.....	180
2. Un État dans l'État.....	182
B. Les arrêts organisant la destruction de la Compagnie de Jésus...184	
1. Les arrêts contre l'ordre.....	184
2. Les arrêts contre les membres	185
§2. Les conséquences du procès des jésuites à Toulouse	188
A. Les divisions parlementaires	188
1. Les conflits au sein du parlement	188
2. La récusation de conseillers.....	190
B. Un processus de sécularisation.....	192
1. Les atteintes à l'Église.....	192
a) Ordre religieux et atteinte à la propriété ecclésiastique...193	
b) Une initiation de la réforme de l'enseignement.....	195
2. Les contestations des atteintes.....	197
a) Contestations du clergé.....	197
b) Contestations de la population toulousaine.....	200
CHAPITRE II L'État de la question protestante après 1760	203
Section I : L'influence des Lumières.....	203
§1. Une « ouverture » parlementaire limitée	203
A. Une nouvelle sociabilité	204
1. Les intérêts intellectuels des magistrats	204
a) Les manifestations d'un sentiment religieux	204
b) Un intérêt pour le savoir encyclopédique	207
2. Les magistrats toulousains et la franc-maçonnerie.....	209
a) Une adhésion massive de la magistrature toulousaine....209	
b) La Franc-maçonnerie : véhicule des idées nouvelles ?...210	
B. La crainte persistante d'un soulèvement protestant	213
1. Les événements de Caussade.....	213
a) Le contexte.....	214
b) L'arrestation de Rochette	215
2. Le procès au parlement.....	216
a) La défense des accusés.....	217
b) La condamnation par la cour.....	218
§2. L'exception du procès Calas	219
A. Les procédures de l'affaire Calas	220
1. La procédure devant les capitouls	220
a) Le décès de Marc-Antoine	220
b) Enquête et sentence des capitouls	221
2. La procédure devant le parlement	224
a) La prise en charge de l'affaire par le parlement	224
b) Le jugement du parlement	226
B. Les interprétations de l'Affaire	227
1. Une affaire criminelle « ordinaire »	227
a) Une application du droit criminel	228

b) La manifestation d'une intolérance ?	232
2. Une affaire criminelle politisée	234
a) L'intervention de Voltaire.....	234
b) Vers la réhabilitation de Jean Calas	236
Section II : Tolérance nouvelle ou continuité jurisprudentielle ?	238
§1. L'affaire Sirven et les juges de Castres.....	238
A. Les causes du soupçon de culpabilité de Sirven	239
1. Éléments juridiques contre Sirven.....	239
a) Le rapport des experts	239
b) Les témoignages contre les accusés.....	240
2. Évènements portant un doute sur l'innocence de Sirven.....	241
B. Des causes extérieures propices à une condamnation de Sirven	242
§2. Le parlement et les protestants à la fin du règne.....	245
A. Le règlement de l'affaire Sirven.....	245
1. Un renversement de situation	245
a) De nouveaux éléments en faveur de Sirven	245
α) Une nouvelle intervention de Voltaire	246
β) La contestation des rapports des experts	247
b) Une nouvelle défense de l'avocat Firmin de Lacroix	250
α) Une démonstration de l'innocence de Sirven.....	250
- <i>Les preuves directes de l'innocence de Sirven</i>	250
- <i>Le défaut de preuves</i>	252
β) Une réflexion sur les causes profondes de la condamnation	254
- <i>Une critique de l'ordonnance criminelle de 1670</i>	255
- <i>Une critique de l'intolérance</i>	255
2. Les jugements en faveur de Sirven.....	256
B. Vers une existence civile des protestants	258
1. La possession d'état : expression de l'équité parlementaire	259
2. Des arrêts d'intérêt public	261
Conclusion générale	267
 Sources.....	 277
Bibliographie.....	283
Table des matières	303